

Lâ??armÃ©e israÃ©lienne construit une barriÃ¨re dans la vallÃ©e du Jourdain, coupant les Palestiniens de 11 000 acres de leurs terres

Description

Par Amira Hass, le 3 dÃ©cembre 2025



Credit: Gil Eliyahu. Design: Aron Ehrlich

Afin de construire une Â«barriÃ¨reÂ» de 22 km de long, lâ??armÃ©e israÃ©lienne dÃ©molira des maisons, des enclos Ã moutons et des infrastructures qui Â«constituent une vulnÃ©rabilitÃ© opÃ©rationnelleÂ», selon un document militaire. Lâ??un des villages sera entiÃ¨rement encerclÃ© par la barriÃ¨re. Les habitants de la rÃ©gion nâ??ont eu que quelques jours pour faire valoir leurs objections.

Lâ??armÃ©e est en phase avancÃ©e de construction dâ??une nouvelle barriÃ¨re de sÃ©paration au cÅ?ur de la vallÃ©e du Jourdain, Ã au moins 12 kilomÃ¨tres Ã lâ??ouest de la frontiÃ¨re jordanienne. La barriÃ¨re sÃ©parera les villages agricoles et les communautÃ©s pastorales palestiniens de leurs terres et isolera ces communautÃ©s palestiniennes les unes des autres, suivant le modÃ¨le de la barriÃ¨re de sÃ©paration en Cisjordanie occidentale.

Ã? ce stade, le segment prÃ©vu dans le nord de la vallÃ©e du Jourdain mesure 22 kilomÃ¨tres de long et 50 mÃ¨tres de large, et lâ??armÃ©e a lâ??intention de dÃ©molir toutes les structures et infrastructures qui se trouvent sur son tracÃ©Â» maisons, enclos Ã moutons, serres, bÃ¢timents de stockage, pipelines, citernes dâ??eau, vÃ©gÃ©tation, etc. Selon une source sÃ©curitaire, il sâ??agit du troisiÃ¨me tronÃ§on de la barriÃ¨re complÃ¨te. La demande de Haaretz concernant le tracÃ© complet prÃ©vu nâ??avait pas reÃ§u de rÃ©ponse au moment de la publication.

Dimanche dernier, dix jours seulement aprÃ¨s que les habitants aient appris que lâ??armÃ©e avait lâ??intention de saisir leurs terres Ã des fins militaires, des reprÃ©sentants de lâ??administration civile ont ordonnÃ© Ã cinq familles de dÃ©molir et de dÃ©manteler dans un dÃ©lai de sept jours les structures et les serres situÃ©es le long de la partie sud du tronÃ§on prÃ©vu, entre Ein Shibli et Khirbet Atouf.

Le tronÃ§on prÃ©vu est Ã©galement destinÃ© Ã encercler, en boucle, la communautÃ© pastorale de Khirbet Yarza, une zone dâ??environ 400 dunams oÃ¹ 70 personnes vivent de lâ??Ã©levage de plusieurs milliers de moutons. Cet encerclement inquiÃ¨te fortement les habitants, qui ne savent pas quelles restrictions de mouvement supplÃ©mentaires lâ??armÃ©e compte leur imposer, ni quelles dispositions elle prÃ©voit pour leur accÃ¨s aux Ã©coles, aux cliniques, aux marchÃ©s et aux autres services des villes voisines, ou pour emmener leurs troupeaux au pÃ¢turage.

Une Â«barriÃ¨re naturelleÂ» qui nâ??a rien de naturel

Dans un document datant de fin aoÃ»t et signÃ© par le chef du commandement central, le gÃ©nÃ©ral de division Avi Bluth, la nouvelle barriÃ¨re de sÃ©paration est dÃ©crite comme faisant partie dâ??un projet militaire appelÃ© Â«Hut HaShaniÂ» (Â«Fil cramoisiÂ»). Selon ce document, qui a Ã©tÃ© transmis Ã Haaretz, elle consistera en une route pavÃ©e pour les patrouilles, accompagnÃ©e dans certaines parties dâ??une Â«barriÃ¨re naturelleÂ» et dans dâ??autres de remblais et de tranchÃ©es en terre. Une source sÃ©curitaire a dÃ©clarÃ© Ã Haaretz que la barriÃ¨re Â«naturelleÂ» est en fait une clÃ´ture qui sera construite par le ministÃ¨re de la DÃ©fense.

La largeur de la barriÃ¨re et de la route de patrouille sera de 10 mÃ¨tres, avec 20 mÃ¨tres supplÃ©mentaires dâ??Â«espace de sÃ©curitÃ©Â» de chaque cÃ´tÃ© sur toute la longueur du parcours. Selon Bluth, la barriÃ¨re est destinÃ©e Ã empÃªcher la contrebande dâ??armes et Ã protÃ©ger les colons de la rÃ©gion. Â«Afin dâ??Ã©tablir un contrÃ´le opÃ©rationnel sur le parcours de patrouille, les hauts responsables opÃ©rationnels du Commandement central ont estimÃ© quâ??il Ã©tait nÃ©cessaire de dÃ©molir les structures situÃ©es Ã proximitÃ©Â», car, selon Bluth, Â«les groupes de constructions existants Ã proximitÃ© immÃ©diate du parcours prÃ©vu pour la barriÃ¨re constituent une vulnÃ©rabilitÃ© opÃ©rationnelleÂ».

Selon Bluth, ces tentes, cabanes et enclos Ã moutons Â«augmentent considÃ©rablement la possibilitÃ© de mener des activitÃ©s hostilesÂ» contre les forces qui circulent sur la route de sÃ©curitÃ© Ã cÃ´tÃ© de la barriÃ¨re, et donc Â«leur dÃ©mantÃ¨lement constitue une nÃ©cessitÃ© Ã©vidente en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ© opÃ©rationnelleÂ». La source sÃ©curitaire, qui a demandÃ© Ã rester anonyme, a dÃ©clarÃ© Ã Haaretz quâ??il sâ??agissait Â«dâ??environ 60 Ã©lÃ©ments de construction, notamment des constructions lÃ©gÃ¨res, des tentes, des serres et des parcelles agricolesÂ», et que Â«le DCO (Bureau de liaison et de coordination, qui fait partie de

lâ??administration civile semi-militaire et semi-civile dâ??IsraÃ«l) a fourni une Ã©valuation des dommages potentiels aprÃ¨s une analyse professionnelleÂ».

La source a ajoutÃ© que lâ??idÃ©e de construire la barriÃ¨re a pris forme aprÃ¨s la fusillade au carrefour de Mehola en aoÃ»t 2024, au cours de laquelle Yonatan Deutsch, de Beit Sheâ??an, a Ã©tÃ© tuÃ©.

La nouvelle barriÃ¨re, qui coupera dans la pratique diverses voies dâ??accÃ¨s pour les Palestiniens, sâ??ajoute aux restrictions de mouvement existantesÂ» portes en fer verrouillÃ©es sur les routes secondaires, poste de contrÃ´le fermÃ© de Tayasir au nord et poste de contrÃ´le de Hamra oÃ¹ les vÃ©hicules sont retardÃ©s pendant de longues heures. Dror Etkes, de lâ??organisation Kerem Navot, qui Ã©tudie lâ??appropriation des terres israÃ©liennes en Cisjordanie, estime que la phase actuelle du projet Â«Hut HaShaniÂ» isolera les agriculteurs et les propriÃ©taires fonciers des zones des villes de Tammun, Tubas, Tayasir et Aqaba, de quelque 45 000 dunams (11 120 acres) de leurs terres qui seront prises en Ã©tau entre la route Allon et la nouvelle barriÃ¨re.

Les ordres de dÃ©molition donnÃ©s aux familles cette semaine ont Ã©tÃ© prÃ©cÃ©dÃ©s par neuf ordres de saisie de terres que Bluth avait dÃ©jÃ signÃ©s le 28 aoÃ»t. Mais ils nâ??ont Ã©tÃ© portÃ©s Ã lâ??attention des habitants que les 20 et 21 novembre, lorsquâ??ils ont Ã©tÃ© affichÃ©s sur des poteaux et des arbres et placÃ©s dans le bureau du DCO de JÃ©nine, prÃ¨s de trois mois aprÃ¨s leur Ã©mission. Par la suite, un message WhatsApp a Ã©galement Ã©tÃ© envoyÃ© au chef du comitÃ© de liaison palestinien Ã Tubas.

Les habitants nâ??ont eu que sept jours â?? câ??est-Ã -dire jusquâ??Ã la fin de la semaine derniÃ¨re â?? pour faire valoir leurs objections. Â«Deux de ces jours Ã©taient vendredi et samedi, et pendant quatre jours, nous Ã©tions soumis Ã un couvre-feu [lors dâ??un raid prolongÃ© de lâ??armÃ©e dans la rÃ©gion] et nous nâ??avons pas pu prÃ©parer les copies des documents de propriÃ©tÃ© fonciÃ¨reÂ», explique Mukhlis Masaâ??id, un habitant de Khirbet Yarza.

NÃ©anmoins, selon la source sÃ©curitaire, les sept jours accordÃ©s pour soumettre les objections seront comptÃ©s Ã partir de lâ??enquÃªte que les propriÃ©taires fonciers sont censÃ©s mener avec lâ??armÃ©e aujourdâ??hui (mercredi).

La superficie totale de la saisie actuelle est de 1 093 dunams. Selon les mesures effectuÃ©es par Etkes, la majeure partie de cette superficie appartient Ã des Palestiniens de Tubas et de Tammun, Ã lâ??exception dâ??environ 110 dunams dÃ©finis comme terres domaniales. Chaque ordonnance ne concernant quâ??une petite partie de la barriÃ¨re, il a fallu du temps pour comprendre la situation dans son ensemble. Lâ??avocat Tawfiq Jabareen, qui reprÃ©sente les rÃ©sidents palestiniens de la vallÃ©e du Jourdain, nâ??a pris connaissance des ordonnances et de toutes leurs implications que jeudi dernier, le 27 novembre. Câ??Ã©tait lors dâ??une audience concernant dâ??autres requÃªtes quâ??il avait dÃ©posÃ©es devant la Haute Cour de justice contre des ordonnances de dÃ©molition dans des villages de la rÃ©gion, Ã©mises pour absence de permis de construire. Ã? sa grande surprise, la procureure Maya Zifin a demandÃ© lâ??annulation de lâ??injonction provisoire gelant les ordonnances, que la Haute Cour avait Ã©mise lâ??annÃ©e derniÃ¨re, arguant que la raison des dÃ©molitions Ã©tait dÃ©sormais liÃ©e Ã la sÃ©curitÃ©.

Le lendemain, Jabareen a dÃ©posÃ© une premiÃ¨re objection Ã la construction de la barriÃ¨re. Il a notamment fait valoir quâ??il existe une frontiÃ¨re bien sÃ©curisÃ©e entre la Jordanie et la vallÃ©e et

quâ??il est peu plausible quâ??une barriÃ¨re supplÃ©mentaire au cÅ?ur de la vallÃ©e puisse empÃªcher la contrebande dâ??armes. Jabareen a Ã©galement fait valoir que les communautÃ©s qui ont besoin dâ??Ãªtre protÃ©gÃ©es contre le terrorisme sont les communautÃ©s palestiniennes, qui subissent des attaques rÃ©pÃ©tÃ©es de la part des colons.

Des villages agricoles palestiniens et des dizaines de communautÃ©s de bergers sont rÃ©partis dans toute la vallÃ©e du Jourdain depuis avant la crÃ©ation de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l. Beaucoup se sont dÃ©veloppÃ©s progressivement en tant que ramifications pÃ©riphÃ©riques de grands villages situÃ©s Ã flanc de montagne. Ã? mesure que la population augmentait, les troupeaux de moutons avaient besoin de sources dâ??eau et de pÃ¢turages supplÃ©mentaires, et les terres cultivÃ©es devaient Ãªtre agrandies. Les ramifications saisonniÃ¨res sont devenues des villages permanents. Certains villages sont peuplÃ©s de BÃ©douins rÃ©fugiÃ©s depuis 1948, dâ??autres de bergers de Samuâ??a et Yatta, dans le sud de la Cisjordanie, qui, aprÃ¨s 1967, ont vu leurs pÃ¢turages et leurs sources dâ??eau rÃ©duits par la construction de colonies et ont migrÃ© vers le nord.

Mukhlis Masaâ??id de Khirbet Yarza, lâ??avocat Jabareen, Muâ??ayyad Shaâ??ban â?? chef du comitÃ© palestinien de rÃ©sistance Ã la barriÃ¨re de sÃ©paration et aux colonies â?? et Dror Etkes sont convaincus que la nouvelle barriÃ¨re est une nouvelle Ã©tape dans la rÃ©alisation de lâ??intention dâ??IsraÃ«l dâ??expulser toutes les communautÃ©s palestiniennes de la fertile vallÃ©e du Jourdain. Selon Shaâ??ban, la barriÃ¨re renforcera le processus dâ??annexion de facto menÃ© par IsraÃ«l. Au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es, Ã la suite dâ??attaques rÃ©pÃ©tÃ©es de colons, 500 Palestiniens du nord de la vallÃ©e ont Ã©tÃ© contraints de quitter leurs maisonsÂ» quatre communautÃ©s entiÃ¨res comprenant environ 300 personnes et 240 autres personnes provenant de cinq autres communautÃ©s, selon les donnÃ©es de Bâ??Tselem.

Les communautÃ©s qui restent sur place ne peuvent plus emmener leurs troupeaux paÃ®tre, soit en raison du harcÃ¨lement direct des IsraÃ©liens, soit parce que les colons ont clÃ´turÃ© de vastes zones de pÃ¢turage et pris le contrÃ´le des sources. Les IsraÃ©liens de la rÃ©gion empÃªchent Ã©galement les agriculteurs dâ??accÃ©der Ã leurs terres, et des dÃ©gÃ¢ts causÃ©s aux Ã©quipements agricoles tels que les tuyaux dâ??irrigation et les serres sont signalÃ©s quotidiennement.

Outre sept colonies de longue date, il existe Ã©galement 16 avant-postes israÃ©liens non autorisÃ©s dans la rÃ©gion allant du nord de la vallÃ©e du Jourdain au poste de contrÃ´le de Hamra/Bekaâ??ot. Le premier a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en 2012, neuf ont Ã©tÃ© crÃ©Ã©s entre 2016 et 2023, et six au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es. Selon Etkes, la barriÃ¨re et lâ??expulsion continue des Palestiniens de leurs terres faciliteront la crÃ©ation dâ??autres avant-postes.

Lâ??expulsion des communautÃ©s au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es a Ã©tÃ© prÃ©cÃ©dÃ©e par des dÃ©cennies de politique israÃ©lienne visant Ã empÃªcher le dÃ©veloppement des communautÃ©s palestiniennes dans la rÃ©gion. ParallÃ¨lement Ã lâ??adoption officieuse du plan Allon â?? qui visait Ã inclure la vallÃ©e du Jourdain dans le territoire israÃ©lien â?? lâ??armÃ©e a dÃ©clarÃ© de vastes zones de la vallÃ©e zones de tir interdites aux Palestiniens, alors mÃªme que des communautÃ©s palestiniennes y vivaient et tiraient leur subsistance du pÃ¢turage et de lâ??agriculture. IsraÃ«l a Ã©galement interdit toute construction supplÃ©mentaire dans les villages permanents et interdit le raccordement dâ??autres communautÃ©s aux infrastructures dâ??approvisionnement en eau et en Ã©lectricitÃ©. Dans les annÃ©es 2000, de nouvelles restrictions sÃ©vÃ¨res ont Ã©tÃ© ajoutÃ©es, limitant parfois mÃªme lâ??accÃ¨s Ã la rÃ©gion aux Palestiniens

non enregistrÃ©s comme rÃ©sidents de la vallÃ©e du Jourdain.

En outre, lâ??administration civile a frÃ©quemment dÃ©moli â?? et continue de le faire aujourdâ??hui â?? les structures rudimentaires que ces communautÃ©s ont Ã©tÃ© contraintes de construire sans permis, coupÃ© les canalisations dâ??irrigation qui alimentaient leurs champs, confisquÃ© les tracteurs et les camions-citernes, et infligÃ© des amendes aux vÃ©hicules qui leur transportaient de lâ??eau pour Â«conduite lenteÂ». Selon les habitants, tous les signaux possibles leur ont Ã©tÃ© donnÃ©s pour quâ??ils se dÃ©placent vers lâ??ouest, de lâ??autre cÃ´tÃ© de la route Allon. Avec la construction de la barriÃ¨re, conclut lâ??avocat Jabareen, le message est quâ??ils doivent se dÃ©placer encore plus Ã lâ??ouest, dans les enclaves A et B qui sont sous le contrÃ´le de lâ??AutoritÃ© palestinienne.

RÃ©ponse du porte-parole de lâ??armÃ©e israÃ©lienneÂ» Â«Ã? la base du projet se trouve un besoin militaire Ã©vident, celui de rÃ©glementer et de surveiller la circulation des vÃ©hicules entre la frontiÃ¨re orientale et la vallÃ©e [du Jourdain] dâ??une part, et le groupe de villages et le reste de la JudÃ©e-Samarie dâ??autre part, afin dâ??empÃªcher la contrebande dâ??armes et de contrecarrer la perpÃ©tration dâ??attaques et les fuites qui sâ??ensuivent vers les profondeurs des diffÃ©rentes zones [dÃ©finies par lâ??armÃ©e]. Les ordres ont Ã©tÃ© signÃ©s dans le cadre de lâ??avancement du dÃ©veloppement dâ??un des segments du projet et ont Ã©tÃ© mis en Å?uvre sur le terrain comme dâ??habitude.Â»

Traduction : Thierry Tyler Durden
Source : Haaretz

date crÃ©Ã©e
2025/12/08